

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté, égalité, fraternité
Département de l'Isère
Commune de Saint-Marcellin

DECISION MUNICIPALE

N° 2023_099,

Objet : Désignation d'un avocat

Le Maire de SAINT-MARCELLIN,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2122.22.

Vu la délibération n°2020_040 en date du 17 juillet 2020 par laquelle le conseil municipal de Saint-Marcellin a délégué à son Maire sans aucune réserve et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard de toutes matières énumérées à l'article susvisé,

Vu la décision municipale n°2023_083 en date du 07 juillet 2023,

Considérant l'erreur matérielle relative à la qualification du bien acquis par la commune de Saint-Marcellin,

Considérant la délibération n°2019_133 en date du 16 décembre 2019 par laquelle le conseil municipal a délibéré sur la désaffectation et le déclassement du domaine public la parcelle AI 755,

Considérant la délibération n°2020_023 en date du 18 février 2020 par laquelle le conseil municipal a délibéré sur la cession de la parcelle cadastrée AI 755,

Considérant la nécessité de défendre les intérêts de la commune et de répondre à ladite requête,

DECIDE

Article 1 :

La présente décision municipale rapporte la décision municipale n°2023_083 en date du 07 juillet 2023.

Article 2 :

Le maire représentera la commune de Saint-Marcellin dans les contentieux ci-avant mentionnés devant toutes les juridictions compétentes.

La commune sera assistée par la SCP FESSLER JORQUERA & ASSOCIES, Avocats au barreau de Grenoble, 2, square Roger Genin 38000 GRENOBLE.

Article 3 :

Est décidé d'autoriser le règlement des frais et honoraires relatifs aux dits actes et procédure.

.../...

Article 4 :

La présente décision sera inscrite au registre des décisions municipales et un extrait en sera affiché à la porte de la Mairie. Un compte-rendu de la présente sera effectué lors de la prochaine séance en conseil municipal.

Article 5 :

Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois, à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.

Expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Isère.

Saint-Marcellin, le 06 octobre 2023,

Le Maire
Raphaël MOCELLIN

